



Lorient, 15 juin 2016



Communiqué de presse

Le syndicat national Solidaires Finances Publiques, réuni en congrès à Lorient du 13 au 16 juin 2016, partage pleinement les analyses qui conduisent à rejeter le projet de «loi travail». Ce rejet, qui s'est une nouvelle fois exprimé dans les manifestations du 14 juin, est légitime et nécessaire.

Au-delà des motifs déjà connus qui justifient ce rejet (l'inversion de la hiérarchie des normes par exemple), Solidaires Finances Publiques attire l'attention sur le «plan caché» de cette loi qui vise à interdire aux «travailleurs utilisant une plate-forme de mise en relation par voie électronique» de revendiquer le statut de salarié.

La loi travail non seulement s'attelle, à terme, à démanteler les droits sociaux contenus dans la législation du travail, mais permettra, surtout, aux plate-formes de s'en passer. Solidaires Finances Publiques appelle les organisations syndicales à se solidariser aussi et surtout pour les «travailleurs ubérisés».

Solidaires Finances Publiques dénonce une politique rendant le travail éphémère et qui, en organisant une véritable régression sociale, fait le choix de l'insécurité permanente, créant une profonde confusion au sein des travailleurs (salariés, artisans, commerçants, paysans travailleurs, etc).